

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DIR-SG GN

Département Immobilier

CAMON (80) - Centre d'archivage

Extension



Programme

Table des matières

1 - Présentation de l'opération.....	3
1.1 - Contexte.....	3
1.2 - Objet de l'opération.....	3
2 - Présentation de l'opération et du Maître d'Ouvrage.....	4
2.1 - Organisation de la maîtrise d'ouvrage.....	4
2.2 - Présentation de l'opération.....	4
3 - Objectifs du maître d'ouvrage.....	4
4 - Définition des espaces et de l'organisation fonctionnelle du Centre d'archivage.....	5
5 - DÉCOUPAGE DE L'OPÉRATION.....	5
6 - Contrainte de l'opération.....	5
7 - PROGRAMME.....	6
8 - Programme technique des espaces et équipements à créer.....	7
8.1 - Les aspects réglementaires.....	7
8.1.1 - Règlement sécurité incendie.....	7
8.1.2 - Accessibilité aux personnes handicapées.....	7
8.1.3 - Installations classées.....	7
8.2 - Caractéristiques techniques.....	8
8.2.1 - Préliminaire.....	8
8.2.2 - Les salles d'archivages.....	8
8.2.3 - Éclairage.....	8
8.2.4 - Eau chaude sanitaire.....	8
8.2.5 - Règles de sécurité.....	8
8.2.6 - La manutention.....	8
8.2.7 - La circulation.....	8
8.2.8 - Dispositif anti-incendie.....	8
8.2.9 - Dispositif anti-inondation.....	9
8.2.10 - Les rayonnages.....	9
8.2.11 - Chauffage / ventilation / eau chaude sanitaire.....	9
8.2.12 - Électricité.....	9
8.2.13 - Thermique.....	10
9 - Exigences Financières et calendrier.....	10
10 - Annexes.....	10

1 - PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

1.1 - CONTEXTE

La gestion et la conservation des archives est un enjeu majeur pour le Ministère de la Justice.

Dans le cadre de sa politique de gestion des archives générées par chacune des juridictions de son ressort, la cour d'appel d'Amiens a décidé de regrouper les archives judiciaires départementales de l'Aisne et de l'Oise ainsi que les archives du centre de stockage de Laon, au centre d'archivage de Camon.

Le centre d'archivage de Camon a été construit en 3 phases :

1. comprenant les 2 premières travées de 250 m² chacune, les travaux ont été réceptionnés en 2009,
2. comprenant 1 travée de 256 m², réceptionné en 2010,
3. comprenant 1 travée de 305 m², réceptionné en 2011,

Ces 3 phases de travaux avaient été réalisées par la société RAMERY groupé au cabinet d'architecte CALC.

Le présent programme indique les travaux à prévoir dans le cadre de l'aménagement de ce bâtiment.

1.2 - OBJET DE L'OPÉRATION

Le Ministère de la Justice est propriétaire du centre d'archivage de Camon, Il souhaite l'extension centre d'archivage judiciaire afin qu'il devienne un centre régional pour les juridictions du ressort de la cour d'appel d'Amiens (Somme, Oise et Aisne).

Les caractéristiques du bâtiment sont données ci-après :

L'adresse ;

sis Impasse Roland Dorgelés
ZAC de la Blanche Tache
80 450 Camon

Le bâtiment actuel est uniquement en rez de chaussée de 1 060 m². Il est composé d'un bureau, d'un sas d'accueil, d'un sanitaire, d'un local technique et de 4 cellules d'archivages constitué d'un RDC

Les cellules sont réparties ainsi :

- 2 cellules de 250 m², équipé de rayonnage avec un linéaire de 2 520 ml chacun
- la troisième cellule de 256 m² et 2 800 ml de rayonnage
- la quatrième cellule de 305 m² et 3 300 m² de rayonnage

Le sas d'accueil est le seul accès au bâtiment, ce point sera à modifier

2 - PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DU MAÎTRE D'OUVRAGE

2.1 - ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage de cette opération d'investissement du Ministère de la Justice, est assurée par la Direction Régionale du Secrétariat Général Grand Nord (DIRSG Grand Nord).

Le représentant du maître d'ouvrage, dénommé « responsable d'opération » est le Chef du Département de l'Immobilier Il est le principal interlocuteur du Conducteur d'Opération.

2.2 - PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

Afin de construire une extension au centre d'archivage pour les juridictions du ressort de la Cour d'Appel d'Amiens, le ministère de la Justice est propriétaire depuis 2001, du terrain situé sur la commune de CAMON.

Cette opération consiste en la création d'une extension permettant de stocker les archives en quantité suffisante ainsi qu'en un aménagement des espaces extérieurs (parking, accès, espaces verts).

Ce terrain situé sur la commune de CAMON (80) sur la Z.A.C dite de la « Blanche Tâche » section cadastrale P n°502 est de forme trapézoïdale et d'une superficie de 7056 m².

Il est relativement plat et le bon sol (craie) se situe à quelques dizaines de centimètres. Il paraît très facilement aménageable avec des fondations qui devraient rester superficielles (voir l'étude géotechnique de 2005 jointe en annexe).

Ce terrain est placé en zone d'aménagement et est dégagé par rapport aux constructions voisines.

La zone est facilement accessible par voies rapides et autoroutes desservant la ville d'Amiens.

Le terrain est situé en zone UF comportant des établissements artisanaux, d'industrie légère, présentant peu de nuisances et d'établissements commerciaux ou de services.

L'emprise au sol des constructions de toute nature ne peut excéder 60% de la superficie de l'unité foncière.

Le bâtiment est classé en code du travail.

3 - OBJECTIFS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Les objectifs de la maîtrise d'ouvrage quant à l'extension du bâtiment sont les suivants :

- Disposer de locaux adaptés au stockage de longue durée des archives en quantité importante dans de bonnes conditions de préservation.
- Disposer d'un système performant de stockage facilitant l'archivage et la recherche de documents dans des temps acceptables.
- Faciliter les transferts d'archives vers les juridictions et/ou les archives départementales par la création d'une zone de réception / expédition adaptée.
- Permettre la consultation sur place ou l'envoi dans les juridictions, des documents archivés en assurant le suivi des fiches de mouvements des documents.

4 - DÉFINITION DES ESPACES ET DE L'ORGANISATION FONCTIONNELLE DU CENTRE D'ARCHIVAGE

L'organisation spatiale du Centre d'archivage comprend trois unités fonctionnelles, qui sont des sous-ensembles cohérents d'espaces proches les uns des autres :

- Les espaces de réception / expédition / tri des documents archivés / destruction,
- Les espaces de stockages des pièces archivées,
- Les espaces de consultation des documents (bureaux, espace de convivialité).

5 - DÉCOUPAGE DE L'OPÉRATION

Les travaux seront découpés en 3 tranches :

➤ **Tranche 1 :**

- x Création de 2 bureaux de **18 m² chacun**,
- x Création d'un espace de travail de **50 m²** :
- x Accès au bâtiment :
 - Un accès pour le personnel et les extérieurs
 - Un accès par camion 33t au local de stockage palettes
- x Création d'un espace social de **15 m²**, avec un point d'eau et un plan pour un micro-onde et un espace réfrigérateur
- x Création d'un espace de stockage pour 30 palettes (1,20 x 0,80), de **80 m²**,
- x Création de cellule d'archivages permettant d'accueillir un linéaire de 1 km.
- x Voiries et Réseaux Divers : le stationnement , la voirie et l'Aire d'entreposage d'une benne

➤ **Tranche 2 :**

- x Création de cellules d'archivages permettant d'accueillir un linéaire de 5 km.

➤ **Tranche 3 :**

- x Création de cellules d'archivages permettant d'accueillir un linéaire de 5 km.

6 - CONTRAINTE DE L'OPÉRATION

Besoin de l'opération :

- *Effectif sur site : 3 personnes*

- *Visiteurs ponctuels : 5 personnes,*
- *Établissement soumis au code du travail,*

Contraintes administratives :

- *Le permis de construire sera à réaliser*
- *Les déclarations ICPE auxquelles sera soumis l'ensemble du site devront être réalisées.*

7 - PROGRAMME

Il est envisagé d'installer 11 000 mètres linéaires d'archivages de type mobiles et fixes ;

Besoin de l'opération :

- × Création de 2 bureaux de **18 m² chacun**,
- × Création d'un espace de travail **de 50 m²** :
 - Implantation :
 - En position centrale par rapport aux cellules d'archives,
 - en liens direct avec les bureaux
 - sans accès sur les locaux d'archivage, ne permettant à une personne extérieure d'accéder aux archives.
 - avec accès extérieur par double porte (140 cm de passage minimum)
- × Accès au bâtiment :
 - Un accès pour le personnel et les extérieurs
 - Un accès par camion 33t au local de stockage palettes
- × Création d'un espace social de **15 m²**, avec un point d'eau et un plan pour un micro-onde et un espace réfrigérateur
- × Création de cellule d'archivages permettant d'accueillir un linéaire de 11km. La fourniture et pose des rayonnages mobiles **EST HORS DU PRÉSENT MARCHÉ.**
- × Création d'un espace de stockage pour 30 palettes (1,20 x 0,80), de **80 m²**,
 - implantation centrale par rapport aux cellules de stockage des archives.
 - pourvu d'une porte sectionnelle permettant le déchargement par camion de 33t.
 - pourvu d'un auvent permettant le déchargement couvert,
- × Voiries et Réseaux Divers :
 - Stationnement : de 6 places Véhicules Légers, y compris ceux existants
 - Voirie : accès PL jusqu'à l'espace de stockage « palettes »,
 - Aire d'entreposage d'une benne fermées à trappes de 15 m³,

- x Sûreté : faire l'extension du système existant, détecteurs volumétriques, contacteurs de portes, serrure sur organigramme,
- x Sécurité Incendie : se conformer à la réglementation de ce type de locaux,
- x Courant faible / courant fort :
 - o Extension de la couverture wifi/Justice dans le bâtiment,

Existant :

- Un bureau de 16 m²
- Sanitaire de 3,78 m²
- Hall d'accueil de 11,75 m²de
- Auvent 4,0 m²,
- Deux cellules d'archivage de 250 ml avec un linéaire de 2 500 ml chacun
- Une cellule d'archivage de 256 m² avec un linéaire de 2 500 ml
- Une cellule d'archivage de 305 m² avec un linéaire de 3 500 ml
- Sécurité Incendie : alarme de type 1 (déclencheurs manuels, et diffuseurs sonores), désenfumages manuels,
- Sûreté : détecteurs volumétriques, contacteurs de portes, serrures sur organigramme,

Les scénarios établis lors de la phase Diagnostic devront répondre aux exigences suivantes :

- répondre à la réglementation ICEP. Dans ce cadre au moins l'un des scénarios devra être présenté sans extinction automatique dans le cadre de la défense incendie.

8 - PROGRAMME TECHNIQUE DES ESPACES ET ÉQUIPEMENTS À CRÉER

8.1 - LES ASPECTS RÉGLEMENTAIRES

8.1.1 - Règlement sécurité incendie

Le Centre d'archivage devra répondre aux exigences de la réglementation du travail pour ses dispositions constructives.

Ce bâtiment n'a pas vocation à recevoir du public.

8.1.2 - Accessibilité aux personnes handicapées

Le concepteur prendra soin de rendre accessible l'ensemble des espaces concerné par les travaux et notamment les accès vers l'extérieur.

8.1.3 - Installations classées

Le centre d'archivage sera soumis à la législation sur les installations classées sur au moins 2 rubriques :

- Rubrique n° 1510 : entrepôt couvert avec stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t. L'installation est soumise à **déclaration** si son volume est compris entre 5 000 et 50 000 m³ et à **autorisation** si le volume est supérieur à 50 000 m³.
- Rubrique n° 1530 : dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues. L'installation est soumise à **autorisation** la quantité stockée est supérieure à 20 000 m³ et à **déclaration** si son volume est supérieur à 1 000 m³ et inférieur à 20 000 m³.

8.2 - CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES

8.2.1 - Préliminaire

Les prescriptions techniques imposées visent à garantir à la fois la qualité de l'ouvrage et l'adaptation, dans des normes de confort acceptables, des locaux à leur utilisation.

8.2.2 - Les salles d'archivages

La hauteur sous plafond de ces salles doit permettre d'y disposer des rayonnages d'une hauteur au moins égale à 2,50 mètres.

Des grilles métalliques sur les orifices des gaines d'aération et de chauffage (pour éviter les rongeurs) seront systématiquement prévues.

8.2.3 - Éclairage

Un niveau d'éclairage artificiel dans les salles d'archivage de l'ordre de 150 lux est suffisant.

Les fenêtres basses doivent être protégées par des grilles et munies de vitrage de sécurité anti-effraction. Le dispositif d'alarme anti-effraction existant sera adapté le cas échéant..

8.2.4 - Eau chaude sanitaire

La production d'eau chaude sanitaire existante sera conservée et adaptée.

8.2.5 - Règles de sécurité

Les issues de secours seront munies d'une signalisation lumineuse.

L'éclairage des façades par projecteur sera asservi par des détecteurs de présence.

Les cellules d'archivage posséderont des issues de secours munies d'une signalisation lumineuse.

8.2.6 - La manutention

La manutention se fera au moyen de chariots à quatre roues munis de butoirs ou bien de transpalettes. La dimension maximale des palettes sera de 1,2 m x 1 m.

8.2.7 - La circulation

La largeur des circulations des allées entre les épis sera au minimum de 0,8 m et la largeur minimale des allées d'accès de 1 m à 1,4 m. dans les cellules de stockage.

8.2.8 - Dispositif anti-incendie

Les équipements existants (désenfumage, SSI) seront adaptés aux nouveaux besoins.

La mise en place d'une extinction automatique sera à éviter au maximum en raisons des coûts de maintenance.

Le système d'alarme couvrira le bâtiment et sera relié à une télésurveillance.

8.2.9 - Dispositif anti-inondation

Tout passage de canalisation dans les locaux (liquide ou fluide sous pression) est à proscrire.

Aucune canalisation ne doit passer au-dessus des documents.

8.2.10 - Les rayonnages

Des rayonnages compacts à manœuvre manuelle constitués en épis coulisseront sur des rails encastrés dans le sol. Les tablettes seront réglables et supportées par des tasseaux reposant dans des crémaillères. Une tablette supérieure sera prévue en couverture. Les plans de ces rayonnages seront à réaliser afin de confirmer le linéaire souhaité. **Ces rayonnages ne feront l'objet d'une consultation distincte et sont hors du présent marché.**

8.2.11 - Chauffage / ventilation / eau chaude sanitaire

Chauffage

En fonction du cloisonnement retenu, des modifications du réseau seront prévues.

Mise en place d'une GTB reprenant également les installations existantes.

Une régulation par réseau en fonction des conditions extérieures, avec fonction optimisation et programmation hebdomadaire pour abaissement en période d'inoccupation, sera étudiée.

Température et ventilation des locaux

A l'intérieur des locaux, le système doit pouvoir assurer pour -9° C extérieur :

- Pour les bureaux et espace de travail : +19 °C dans les bureaux,
- Pour les cellules d'archivage et de stockage :
 - ✓ les contraintes de température et d'hygrométrie: 25°C maxi l'été et 16°C mini l'hiver sous réserve d'une humidité relative de 40 à 57 %,
 - ✓ la variation de température est de 2°C maxi par semaine et de 0.5°C par 24 h
 - ✓ la variation maximale d'humidité relative est de 5%/7 jours avec un maxi de 1% par 24h. A moduler suivant le RETEX de l'équipe RAMERY-CALC de la construction des 4 premières travées.
 - ✓ l'air doit être brassé à 3 volumes/h et renouvelé à 0.25 volumes/h

8.2.12 - Électricité

Alimentation

Les installations existantes seront adaptées et complétées aux nouveaux besoins.

Éclairage

En éclairage artificiel, les niveaux d'éclairement moyen à obtenir sont les suivants à un mètre du sol :

- Cellules d'archivages : 150 lux
- Prévoir un éclairage naturel des travées d'archivage
- Des BAES seront prévus en nombre suffisant.

Appareils électriques

Le petit appareillage (interrupteurs, prises) sera à une hauteur compatible avec une utilisation en fauteuil roulant au rez-de-chaussée. Seul l'appareillage avec des fixations par vis est autorisé.

L'utilisation de lampes LED sera privilégiée et l'éclairage sera modulable pour tenir compte des apports extérieurs.

Les circulations posséderont une prise de courant (16 A) au minimum tous les 10 mètres, elles seront à 0,20 m du sol.

Téléphone et réseau informatique

Le centre d'archivage disposera de sa propre installation et aura son accès propre au réseau de téléphonie.

On devra pouvoir y raccorder aussi bien des postes numériques.

Les prises terminales seront du type RJ 45 (deux par poste).

Les postes ne sont pas à prévoir par le concepteur.

Alarmes techniques

Les alarmes techniques ramenées au coffret de signalisation seront principalement

- défaut E.D.F.,
- défaut SSI
- défaut V.M.C.,
- défaut chaufferie, etc.

8.2.13 - Thermique

Le bâtiment devra répondre à la réglementation thermique en vigueur, y compris le décret Tertiaire

9 - EXIGENCES FINANCIÈRES ET CALENDRIER

Le montant prévisionnel de la première phase de travaux est de **500 000 € euros** HT (sans la fourniture des rayonnages). Les tranches 2 et 3 ont un coût travaux chacun de **425 000 € HT** (sans la fourniture des rayonnages), soit un coût travaux total de **1 350 000 € HT**.

Les missions se dérouleront conformément aux délais indiqués à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

Les travaux se dérouleront en site occupé ;

10 - ANNEXES

- 1) Plans de l'existant (plans Permis de Construire initiaux)
- 2) Étude géotechnique de 2005, réalisé par le CEBTP,